

plutôt la réalisation d'objectifs moins tangibles comme, à Bonn, le rétablissement de bonnes relations personnelles entre MM. Carter et Schmidt.

Il est un cas cependant où les Sept ont effectivement démontré que leur tout était plus grand que la somme de ses parties. La résolution sur la piraterie aérienne a représenté pour chacun d'entre eux une réussite notable et marqué pour le Canada une nette victoire diplomatique. Le premier ministre Trudeau en avait d'abord exprimé l'idée; le ministre des Affaires extérieures, M. Don Jamieson, et un petit groupe de responsables l'ont ensuite traduite en termes pratiques, puis négocié avec succès les termes de la résolution avec les autres délégations.

En adoptant à l'égard de la piraterie aérienne une position ferme, claire, novatrice et tout à fait inattendue, les Sept ont agi comme seuls peuvent le faire des hommes politiques en pleine possession de leurs moyens. Néanmoins, cette réussite même aura eu pour effet, paradoxalement, de diminuer le sérieux avec lequel ils étudiaient les problèmes économiques, but premier de leur rencontre. En effet, pendant une journée et demie, les Sept n'ont pas été aussi audacieux à l'égard de ces questions qu'ils l'auraient autrement été et auraient dû l'être, car ils savaient que la déclaration hardie sur la piraterie aérienne justifierait le communiqué final.

Sans aucun doute, les débats des Sept sur l'économie n'en sont pas demeurés aux formules diplomatiques. Carter a posé des questions difficiles et, d'après les dires, exceptionnellement documentées, sur la «zone de stabilité monétaire» proposée pour l'Europe. Le premier ministre Fukuda a crûment imputé à l'effondrement du dollar américain la plupart des problèmes des économies occidentales.

Manque de fermeté et d'audace

Toutefois, en comparaison de l'ampleur des problèmes à l'étude, les débats économiques et les décisions qui en ont découlées ont manqué de fermeté et d'audace.

La promesse de l'Allemagne de l'Ouest d'opérer une réflation dans son économie dans l'espoir d'accroître les débouchés des autres pays en est un exemple. En réalité, les autorités ouest-allemandes favorisent plutôt une réforme des structures, ne prêtant aucunement foi au principe keynésien de l'amorçage économique. La contribution de l'Allemagne de l'Ouest à ce que le premier ministre Trudeau a qualifié de «partie de poker» n'a donc constitué qu'une pièce de marchandage que les Allemands de l'Ouest eux-mêmes n'ont pas trop pris au sérieux.

Le traitement réservé à Bonn aux négociations du GATT vient également étayer notre affirmation. Après un débat apparemment décousu, les leaders ont fait appel au langage le plus fade possible. «Nous étions convenus (l'an passé) de donner une nouvelle impulsion au Tokyo Round. Nos négociateurs ont tenu cet engagement.» En d'autres termes, on s'est payé de compliments après un fait accompli, plutôt que d'essayer d'obtenir de la France et du Japon des concessions sur les produits agricoles, ce qui, en retour, aurait pu persuader le Congrès américain d'approuver tout accord issu des pourparlers de Genève.

Le déficit pétrolier américain qui, parmi tous les sujets débattus, a polarisé l'attention avant, pendant et après le Sommet nous fournit un dernier exemple. L'Europe et le Japon ont pour thèse que ce déficit est à la source du déficit commercial américain qui, à son tour, engendre l'effritement du dollar et, partant, l'instabilité monétaire internationale et l'incertitude du monde des affaires. En fait, tout l'argument est discutable. Les importations américaines de biens manufacturés européens et japonais sont davantage comptables de son déficit commercial que ne le sont ses importations de pétrole. De plus, même si l'ultime conséquence de ses importations se traduit par une dévaluation de la devise américaine, cela ne peut que bénéficier à l'Europe et au Japon, puisque le prix du pétrole qu'ils importent eux-mêmes est fixé en dollars américains. Le véritable problème, jamais abordé à Bonn, est de savoir si aujourd'hui les Américains n'importent pas délibérément de l'or noir à faible prix de manière à pouvoir demain utiliser les stocks accumulés de leur propre pétrole pendant que leurs adversaires commerciaux joueront désespérément du coude pour obtenir du Moyen-Orient un pétrole de plus en plus rare et de plus en plus cher.

Fondamentalement donc, les Sept se sont comportés comme des hommes politiques soucieux de s'entendre, plutôt que comme des économistes déterminés à vider chacune des questions avec lesquelles ils étaient aux prises. Il est peut-être naïf d'en attendre davantage des hommes politiques; il est tout aussi naïf cependant de supposer que les demi-solutions timides proposées par les Sept seront d'un grand poids face à l'ampleur du malaise économique dont souffre l'Occident.

Si le Sommet de Bonn n'a rien ou si peu changé à l'état de notre économie, doit-on pour autant le qualifier d'échec? Il faut répondre non, car la rencontre mérite à tout le moins le qualificatif de demi-succès. Les pronostics d'avant Bonn,